

Lab.RII

UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation

CAHIERS DU LAB.RII
– DOCUMENTS DE TRAVAIL –

N°220

Juin 2009



**POUR UNE CRITIQUE
DE LA DOCTRINE
CLASSIQUE DU SOUS-
DEVELOPPEMENT**

Eric Thosun MANDRARA

POUR UNE CRITIQUE DE LA DOCTRINE CLASSIQUE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

A CRITICAL APPROACH OF CLASSICAL DOCTRINE OF UNDERDEVELOPMENT

Eric Thosun MANDRARA

Résumé – La domination de la théorie classique fausse les représentations économiques et entrave les politiques de développement. Les pays en Développement (PED) veulent se développer par l'effort d'accumuler des capitaux, le quantitativisme, la restriction financière, parce que cette théorie leur dit de procéder ainsi. En réalité, les économies avancées « capitalistes » ne sont pas d'abord caractérisées par le capital ni le marché, mais la création monétaire, associée à un vaste système qui échappe à la connaissance classique. Dans ces conditions, et sous l'emprise doctrinale, les PED deviennent des espaces passifs absolument commandés par les monnaies des puissances, et servant en premier à donner force à ces monnaies et aux systèmes qui les sous-tendent. C'est l'emprise des vérités classiques qui maintient en premier les PED dans leur état. Ainsi ils ne peuvent avoir l'idée d'une domination systémique à quitter, l'idée de création monétaire à réussir, d'initiative financière à prendre, ni l'idée d'un système à gérer en correspondance. La doctrine classique, i.e. la connaissance économique mal développée, s'est entourée des murs pour verrouiller son emprise cognitive et les conséquences pratiques de celle-ci.

Mots clés : Division du travail, nécessités marchandes, monnaie, système

Abstract – This document analyses the impact of the domination of the classical theory in economics for the understanding of the issue of development and the definition of policies of development. Developing countries (DC) try to develop through the accumulation of capital, the implementation of quantitativism, through financial restriction, because this theory tells them to proceed this way. However, the advanced «capitalist» economies are not characterized first by capital nor market, but by monetary creation, associated to a vast system that escapes the classical knowledge. In these conditions, and under the doctrinal ascendancy, the DC become passive spaces absolutely ordered by currencies of powerful countries, and serving firstly to reinforce these currencies and systems that underlie them. It is the classical truth ascendancy that maintains the DC at their low level of development. As a consequence they cannot develop successful policies of development based on monetary creation, financial initiative and on the creation of a economic system. The classical doctrine, has surrounded itself with walls to lock its cognitive ascendancy and the consequences of this on developing countries.

Key-words: division of labour, merchant necessities, money, system

**POUR UNE CRITIQUE DE LA DOCTRINE CLASSIQUE
DU SOUS-DEVELOPPEMENT**

**A CRITICAL APPROACH OF CLASSICAL DOCTRINE OF
UNDERDEVELOPMENT**

Eric Thosun MANDRARA

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1. LA THÉORIE CLASSIQUE ET LA RÉALITÉ MARCHANDE DE BASE	4
1.1. Adam Smith et le cheminement vers les réalités marchandes déterminantes	5
1.2. Les nécessités économiques les plus déterminantes	6
1.3. La dynamique marchande de base et la dominance de la théorie classique	7
2. PAYS AVANCÉS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT	9
2.1. La création monétaire	9
2.2. Le système qui accompagne, l'anarchie	11
2.3. Les réalités des PED	12
3. LA SCIENCE ÉCONOMIQUE DÉTOURNÉE DANS LE CHOIX CLASSIQUE	14
3.1. La dérive de la science économique à partir du choix du capital	14
3.2. De la difficulté d'aller vers les nécessités déterminantes	15
3.3. L'effet adverse de la sophistication	18
CONCLUSION : La responsabilité des économistes	20
BIBLIOGRAPHIE	21

INTRODUCTION

« ... Qui est maître de soi agit par choix délibéré... »¹ L'hypothèse avancée ici est que, suivant l'expression très prudente de Keynes, « les personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous »² n'ont pas de connaissance délibérée de l'économie, choisie dans la lumière de l'intelligence, mais se trouvent sous l'influence « d'idées anciennes », en fait d'une doctrine classique trompeuse et mal connue. Les pays en développement (PED), dans ce contexte, ne peuvent être maîtres d'eux-mêmes. Notre préoccupation principale est de rendre compte de la réalité, de la réalité du sous-développement. Elle revient en même temps à connaître cette théorie classique, car elle exerce sa dominance sur notre représentation de la réalité d'abord. Cela revient aussi à la connaissance de notre connaissance, car cette théorie classique est notre connaissance dominante en matière économique.

Une pensée économique dominante enveloppant notre représentation de la réalité n'est pas évidente *a priori*. Elle n'apparaîtrait dans son visage que par rapport à la réalité, mais une réalité que d'emblée elle déforme elle-même. Ne sont pas faciles la connaissance de la réalité ni la connaissance de la théorie classique. Il y a dans cette difficulté tout à la fois : une pensée unique trompeuse, une réalité apparente principale fautive proposée par cette théorie trompeuse, une réalité de fond objective d'un ordonnancement unifiable, et la multiplicité des faits bruts et d'idées qui viennent embrouiller.

Nous avons d'abord à nous désambrouiller, à surmonter la multiplicité, arriver à poser clairement des réalités de référence et à poser simultanément la théorie classique. En second lieu, pouvoir ensuite approfondir la connaissance de la réalité dont celle de notre « sous-développement ». En troisième temps, reprendre du recul et réévaluer la connaissance classique. La composition de cette étude repose sur tous nos écrits, dont nous présentons certains titres dans la bibliographie.

1. LA THÉORIE CLASSIQUE ET LA RÉALITÉ MARCHANDE DE BASE

Keynes attribue le premier usage du nom de théorie classique à Karl Marx, et il a eu d'abord et garde pour la plupart des économistes comme pour l'opinion un sens restreint, opposé par exemple à la pensée néoclassique. Keynes lui a donné un sens large incluant tout le monde, sauf – avec raison – lui-même. Différentes définitions, que nous n'allons pas chercher, existent aujourd'hui, mais c'est par rapport aux nécessités objectives des choses qu'il convient de trancher. Celles qui importent le plus parmi ces nécessités ne sont pas clairement exposées. Il faut remonter à Adam Smith pour les voir abordées, mais tout de suite aussi délaissées ; elles n'ont jamais été réellement traitées.

¹ ARISTOTE, *Éthique de Nicomaque*, Paris, Garnier-Flammarion, 1965, pp.69-71, Cité in De RABAUDY Christian et ROLLAND Béatrice, *Sophia – L'action*, édit. Hatier 1972, p.349

² Keynes p.11

1.1. Adam Smith et le cheminement vers les réalités marchandes déterminantes¹

Manifestation du poids de la multiplicité, l'opinion, la connaissance de tout le monde, est embrouillée : elle accorde autant de rôle moteur, d'une manière indifférente, à l'argent, au capital, à l'Etat comme aux individus, elle accepte les dissertations sur les mauvais effets de l'Etat. Tout lui est vrai. Là-dessus, des auteurs avaient pris des positions tranchées : la monnaie et l'Etat sont actifs, eu égard au niveau de la production, ou bien ils sont neutres.

– Opposition récurrente consciente et non consciente. Le débat initial, fondamental et qui demeure, est parti de cette prise de position vis-à-vis du rôle de la monnaie et de l'Etat. Ce débat était celui de François Quesnay et d'Adam Smith à l'encontre des mercantilistes. Il est revenu avec Keynes et les keynésiens. C'est un débat qui a son utilité dans son orientation générale, mais il n'amène pas forcément aux réalités déterminantes. Adam Smith a d'abord pris position par rapport à ses termes, et nous avons ainsi la théorie classique définie comme théorie libérale et comme choix neutraliste vis-à-vis de la monnaie.

Notons, à part, que la version du débat la plus mise en avant est celle qui le réduit à la seule question de l'Etat. Les faits ont ensuite poussé la science économique, trop marquée par cette principale question, à devenir une production idéologique, un travail d'argumentation, sans cesse renouvelé, pour soutenir les avantages de la libre entreprise et les inconvénients des interventions centralisées, au lieu de rendre objectivement compte de la réalité. Mais en revenant à Adam Smith, s'il avait contribué pour une grande part à ce caractère idéologique de la science économique, il était aussi allé plus loin que le débat qui y avait conduit. D'abord, il avait clairement affirmé un choix complémentaire : un « fonds » préalable est nécessaire pour entreprendre. Ce choix, si on n'y ajoute pas d'autre précision, ne ferait que rejoindre ce qui est constaté à certain niveau par tout le monde, et que les mercantilistes sans pouvoir rejeter clairement ne mettaient plus en avant. Toujours est-il que la neutralisation de la monnaie et de l'Etat chez Adam Smith prend appui sur l'affirmation du rôle du capital : ce fonds préalable provient de « la sage conduite » des particuliers, de certains particuliers qui aiment épargner, et que ne doit pas perturber l'intervention publique.

Au fond, entre Adam Smith et les mercantilistes, si on est attentif, le choix est celui du capital ou de la monnaie. On n'a jamais clairement dit jusqu'ici que c'est là l'opposition antagonique la plus importante ; mais objectivement, dans le fait comme dans la littérature, elle l'est. Adam Smith a nié clairement le rôle de la monnaie et soutenu clairement celui du capital accumulé par les particuliers ; sans renier clairement le rôle du capital, les mercantilistes ne le tiennent pas en considération lorsqu'ils avancent l'importance de la monnaie ; le capital chez Keynes prend toujours un sens réel, et ne joue pas la même fonction que généralement les économistes, dans leur choix dominant, accordent. L'opposition du capital et de la monnaie est objective dans la littérature économique, mais elle est perdue dans la masse des autres considérations qui depuis n'ont cessé de s'imposer au devant. Pour ce qui est visible, lorsqu'on veut comparer les grands systèmes théoriques, on les fera parler autour des choix neutre ou actif de la monnaie et de l'Etat, à moins que ce ne soit sur des sujets conséquents de l'orientation classique ou sur des sujets plus recherchés. Nous reviendrons sur l'autre opposition objective.

¹ Concernant les précisions bibliographiques sur les choix d'Adam Smith, nous invitons à voir MANDRARA T. E., *Court Traité du Développement – Plein Sud*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan 2003.

– La division du travail. Dans son argumentation, d'une façon plus pénétrante cette fois, Adam Smith a apporté des choix qui se détachent de la compréhension commune. En premier il s'agit de poser ce problème de « fonds » d'investissement par rapport à la mobilisation du travail, à l'emploi des ouvriers (par le tisserand). Pour détailler les choix qui s'enchaînent, il s'agit de : poser à un niveau donné que le problème économique principal est celui de la mobilisation du travail, soit le problème de l'emploi de Keynes ; poser ensuite que cet emploi est conditionné, par la possession de quelque chose (du capital ?), qu'il existe un problème de condition permissive à l'emploi ; plus encore après, poser que ce conditionnement vient des conséquences de la division du travail. Pour l'essentiel, il a apporté à la théorie et la science économique le choix que le problème de mobilisation dans le contexte de la division du travail - l'emploi marchand ou la dynamique de l'économie marchande - soit le centre du débat économique. Cet apport de la division du travail par Adam Smith est l'équivalent de l'apport à la science physique de la chute des corps par Galilée, ensuite de la gravitation par Newton, des choix féconds, qui vont effectivement faire naître la science physique moderne. Le choix d'Adam Smith est aussi judicieux, il devait hisser la science économique d'un état préscientifique, multiple, à une science économique qui donne à la vie sociale l'explication principale, unifiée. Malheureusement on n'est pas allé loin dans ce choix pertinent.

1.2. Les nécessités économiques les plus déterminantes

Sur la base des réalités d'Adam Smith, nous avons formulé ou reformulé à notre manière les nécessités économiques de base. Les quelques alinéas qui suivent sont tirés de notre étude *Les expériences économiques socialistes et de la transition, des analyses inachevées*¹. A cet endroit, il est important de dégager clairement que la division du travail, qui doit - nécessité - s'accompagner d'échange, connaît immédiatement - une autre nécessité - une rupture dans les échanges, rupture prenant deux formes : la difficulté de vendre et la difficulté d'acquérir, soit le problème de débouché des Mercantilistes et le problème des avances de Quesnay. Il faut poser conceptuellement ces problèmes parmi les premières nécessités qui sortent de la division du travail. Avec la rupture, la société marchande devient binaire : d'un côté il y a les forces réelles qui attendent à être mobilisées, de l'autre l'exigence d'un facteur dynamique. Cette binarité est matérialisée par la double compartimentation des actifs et du passif comptables, qui n'est pas seulement une invention instrumentale. Récapitulons :

Division du travail → échange, rupture → binarité → exigence d'un facteur dynamique

Ce sont là les premières nécessités, fondamentales et les plus exigeantes, de la société réelle connue des hommes, la société avec division du travail. Ce sont des nécessités liées objectivement et conceptuellement à la division du travail, mais non à telle ou telle zone géographique. Ces nécessités peuvent se dégager d'une lecture attentive d'Adam Smith. Elles forment ce qu'une science économique correcte devrait prendre pour première substance de son objet. La division du travail exige l'échange, mais le problème ne s'arrête pas là, s'enchaîne la nécessité d'un facteur dynamique. Le dilemme n'est pas que la réalité soit de marché ou non, mais comment se représente-t-on l'économie de marché.

¹ MANDRARA Thosun Eric, Les expériences économiques socialistes et de la transition, des analyses inachevées, in *Cahiers du LABRII* N°168, novembre 2007, disponible au site : <http://riifr.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2007/11/doc%20168.pdf>

A un niveau donné on peut poser très clairement donc que la nécessité la plus contraignante de la société est de dégager le facteur dynamique. Quel est ce facteur ? Adam Smith n'a pas failli de dire la réponse à laquelle on peut difficilement échapper : un fonds disponible, appelé encore capital, c'est-à-dire des valeurs anciennes accumulées, caractérisées surtout par l'idée d'accumulation préalable. C'est là un passage obligatoire de l'esprit, si on accorde de l'importance au sujet ainsi traité. Mais y accorde-t-on de l'importance ? La mobilisation des forces est-il le problème économique le plus important ? Se pose-t-il dans la suite de la division du travail, allant jusqu'à ce problème de facteur dynamique ? Ce n'est pas évident pour tout le monde.

De sa réponse par le capital, Adam Smith a orienté la science économique vers les problèmes qui en sont conséquents : répartition, prix, valeur. La science économique allait oublier le problème de mobilisation ou d'emploi, qu'ensuite Keynes pense avoir découvert. C'est qu'à partir de là, la science économique est perdue. Nous reviendrons sur cette perte. Pour revenir à Adam Smith, une chose est de constater que l'entreprise a besoin de fonds préalable, c'en est une autre plus engageante que d'affirmer que cette nécessité vaut aussi pour la nation entière. C'est en réalité un abus, parce qu'il n'a pu porter son attention sur la différence qu'il y a entre la vie d'une entreprise et celle de la nation, c'est-à-dire entre la micro et la macroéconomie. Cet abus nous donne la définition la plus déterminante de la théorie classique telle que proposée dans nos études (comprenant aussi bien les idées des néoclassiques et celles de la plupart des économistes). La théorie classique est donc le choix de désigner le capital pour le facteur dynamique marchand, aussi bien sur le plan micro que macroéconomique.

1.3. La dynamique marchande de base

En fait, le choix classique est faux : le capital - au sens initial précis de l'Economie Politique, au sens de passif comptable, au sens de facteur mobilisateur, au sens du problème du tisserand dans *La richesse des nations* - est une nécessité et une réalité objective sur le plan microéconomique, mais il n'existe pas et ne peut exister au niveau macro. Au-delà des erreurs et oublis classiques, si nous prenons dans ce cadre global les relations marchandes à partir de celles de débouchés, nous obtenons une autre chaîne de nécessités, avancée depuis longtemps par les auteurs mercantilistes, dont John Law, et reprise à sa manière par Keynes. Nous avons proposé le schéma suivant pour traduire la dynamique marchande objective¹ :

$R \leftarrow T \leftarrow M, S, E$

La richesse est produite par le travail, lequel est mobilisé par la monnaie, laquelle tire son existence d'un système, lequel est géré centralement par l'Etat. Nous entendons par système la totalité sociale, où toutes les composantes (sous-systèmes) sont interactives, se répercutent sur l'ensemble ; réciproquement l'ensemble détermine chaque élément. Ce que nous proposons ici revient à constater que le moteur central de la société (marchande) est le rapport de soutien réciproque entre la création monétaire et le développement du système ou de la totalité physico-socio-politique ; pour les classiques ce moteur est l'effort d'accumuler des capitaux. Que cette comparaison soit appréciée par rapport à la réalité objective !

¹ Cf. MANDRARA Thosun Eric, Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, in *Revue Innovations* (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L'Harmattan, Paris, Déc. 2005.

Dans l'économie marchande, avec cette rupture fondamentale qui la caractérise, la monnaie forme l'élément spécial de liaison, comme le sang dans le corps vivant. D'une façon particulière, le système doit ainsi se comprendre dans son interaction avec la monnaie et les finances, en impliquant bien entendu tous les rapports sociaux et physico-humains. Le système est le cadre des conditions de succès ou d'échec des décisions monétaires et financières, et réciproquement les actions financières qui réussissent renforcent le système dans son ensemble. Mais le système, le tout, comprend des composantes innombrables. Il convient en particulier de retenir outre le sous-système financier, les sous-systèmes physiques variés - alimentaires, énergétiques, etc. -, les sous-systèmes de la vie politique. Cette évocation nous permet de comprendre que la vie économique complète, dans son cadre systémique, est commandée fondamentalement par trois grands ordres de nécessités : les nécessités marchandes (que spécifiquement la science économique doit élaborer), les nécessités physiques, les nécessités de l'esprit et de la raison.¹ Nous reviendrons sur ce sujet fondamental.

Réalité et dominance classique. La réalité fonctionne effectivement d'après le schéma systémique ci-devant, mais la représentation dominante est classique, avec la croyance bien ancrée (le plus souvent inconsciente) que les sociétés progressent par accumulation de fonds ou capitaux (K), soit le schéma fondamental : $R \leftarrow T \leftarrow K$. La théorie précise de nombreux principes autour de ce schéma. L'opinion n'y voit pas grand chose, mais elle ne peut échapper à la logique classique quand les économistes tiennent à l'expliquer. Mais la réalité est tout compte fait une contradiction de la représentation qui est classique, et de la réalité et de la pratique qui ne sont pas classiques, avec pour conséquence l'anarchie.

La domination de la théorie classique présente différents caractères : elle est générale, spontanée, cachée, déviante, conséquente. Spontanée, parce que la vie de chacun est microéconomique d'abord. A ce niveau, le capital, un fond provenant d'un effort d'accumuler, est nécessaire et réel. Toute entreprise a un passif comptable, qu'elle tienne formellement une comptabilité ou non. Mais au niveau global, aucune nation ne s'est jamais développée par l'effort d'accumuler son facteur mobilisateur. Toutes les nations se sont développées par actes arbitraires de créations monétaires à titre de facteur mobilisateur. C'est un fait. Conceptuellement, le capital au sens où le pose *La Richesse des nations* n'a pas de réalité au niveau d'ensemble. Matériellement, il n'existe pas de statistiques nationales de capitaux. En somme, il n'existe pas de continuité entre la micro et la macroéconomie. La connaissance s'obtient par conquête. Il a fallu attendre Keynes pour arriver à l'idée de distinguer l'économie dans ses segments individuels et dans sa globalité. Mais la science économique ne suit pas ses découvertes. L'opinion comme la plupart des économistes ont du mal à se départir de la pensée classique.

La dominance classique est cachée : ce n'est pas tout le monde qui aurait constamment le concept de capital dans l'esprit. Beaucoup nieraient même de raisonner ainsi. Mais même ignorées, les contraintes objectives poursuivent toujours, l'exigence d'un facteur dynamique s'imposera ; dans le flou, le besoin d'argent, le concept d'accumulation, ou une rébellion contre eux viendront prendre forme. La dominance de la théorie classique désoriente la connaissance économique : aussitôt après Adam Smith, elle ne s'est plus développée que sur les problèmes cardinaux conséquents de son choix crucial. La conséquence en était par

¹ Le développement sur ces trois ordres de nécessités a été proposé dans notre étude : *Economie et Développement*. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, op. cit.

exemple que les grands débats lors de la mise en place de l'économie socialiste allaient se bloquer sur la signification de la valeur dans le nouveau régime, au lieu de traiter l'économie financière.

2. PAYS AVANCÉS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Nous disons donc que la réalité déterminante de la société sous la division du travail, ou société marchande, est ce nécessaire soutien réciproque permanent entre la création monétaire et le développement d'un système (global). L'histoire est là pour ne jamais démentir ce fait, que ce soit en Grèce et à Rome antiques, dans les sociétés européennes après les Croisades, dans les pays modernes dits « capitalistes », dans les expériences socialistes. Ce qui change ce sont les formes de la création monétaire et les systèmes qui les accompagnent. La réalité historique est que les systèmes modernes des pays dits capitalistes que nous appelons ici pays avancés (PA) ont été associés à un certain nombre de faits, parmi lesquels la contradiction de la représentation, la dominance classique, l'anarchie qui en est conséquente, le fait de colonisation au sein de cette anarchie et qui rend étroitement liés les destins de ces pays et ceux des pays en développement (PED), qui rend en fait les réalités des PED soumises à celles des PA. Nous avons surtout à bien caractériser d'abord la dynamique des PA, par les créations monétaires, l'anarchie, le rôle dans ce cadre des PED, ensuite à caractériser la situation des PED.

2.1. La création monétaire

Elle prend des formes et circonstances changeantes. Il y a eu deux grandes révolutions monétaires dans l'histoire, celle des pièces frappées et celle fiduciaire. Chacune d'elles connaît ses méthodes de multiplication du pouvoir financier. C'est un grand sujet que d'étudier les créations monétaires au temps des pièces frappées ; nous n'y touchons pas ici. Avec la monnaie fiduciaire, la création monétaire prend pour l'essentiel la forme de recyclage financier. Elle est d'une proportion que l'on ne pouvait imaginer dans les temps passés. Considérons les statistiques actuelles :

Evolution des crédits intérieurs et des Budgets en milliards de dollars US, avec l'accroissement 2006 par rapport à 2003

Sources : Statistiques Financières Internationales (FMI)

Année (fin d')	Etats-Unis	Europe Z€	France	Japon	Chine	Madagascar
1985	4011,8 1003,8		578,40 280,94	3572,00 279,00	185,29 57,20	1,27 0,51
2000	15903,9 1788,1	8038,71 1194,00	1386,56 307,25	10732,72 746,14	1434,41 195,29	0,61 0,69
2003	10243,3 2191,9	11521,28 1719,02	2113,00 427,08*	10146,20 762,30	2492,25 269,07	0,98 0,84
2006	13016,6 (27%) 2785,9 (27%)	16825,23 (46%) 2264,19 (31%)	2726,17 (29%) 1237,05(a2)	9536,94 764,16	3697,64 (48%) 387,93 (44%)	0,56 0,51

*N.B. Dépenses Budgétaires de la France 2003 : 838,3661 Milliards € (ligne a2), 378,4 Mds € (ligne 91f.c). Les chiffres pris ici sont généralement ceux de la ligne 91f des SFI, c'est-à-dire minorés.

Notons que les crédits intérieurs figurant dans ce tableau sont des arrêts de comptes non remboursés à une date précise (en l'occurrence en fin d'année). Ils ne représentent pas les créations monétaires d'une période elles-mêmes, mais servent d'indicateur. En fait, les dettes intérieures n'ont cessé de s'accumuler dans le temps, et il en a toujours été ainsi. Il est incorrect de penser, alors, que les dettes « saines » ne feraient que suivre un développement de nature physique d'abord, qui ne cesserait de s'étendre, de progresser ; la signification est plutôt qu'en s'étalant et en progressant, l'économie doit résorber des situations insolubles, faisant accumuler les crédits non remboursés. L'économie réelle est anarchique, et c'est un autre grand sujet. L'Etat et la banque centrale forment les principales sources des instruments qui gardent fluide l'ensemble, par dessus les obstacles qui obstrueraient autrement les circuits économiques. « La banque centrale, même si elle peut rationner temporairement le crédit, est toujours prêteuse en dernière instance. »¹

Jusqu'où va ce « prêt en dernière instance » du système bancaire ? - vers un amoncellement des crédits (intérieurs), dont penser au remboursement reviendrait au non-sens. Tous les pays avancés ont accumulé les dettes intérieures non remboursées au fil de leur histoire. Le Japon offre des chiffres frappants à ce propos, parce qu'apparemment il n'avait jamais procédé à une réévaluation comptable de sa monnaie. Dans la continuité, ses dettes nationales ont été en 1872 : 33 millions de yen, 1907 : 2,244 milliards, 1937: 10,576 milliards (trois chiffres tirés de George Allen²), 1975 : 229.788 milliards, 2000 : 1.233.190 milliards, 2003 : 1.176.250 milliards, 2006 : 1.134.420 milliards (crédits intérieurs dans la nomenclature des Statistiques Financières Internationales du FMI). La progression du Japon moderne a toujours été enveloppée en quelque sorte par ces chiffres allant de rien pour passer à des millions, à des milliards et à un million de milliards aujourd'hui. Toutes les questions de rentabilité financière des monopoles faiseurs de miracles, les « zaibatsu », on été enveloppées dans ces faits financiers. L'Empire du Levant n'a évidemment suivi sur ce plan financier que la trace des autres pays avancés. Il n'y a, encore une fois, pas à se poser la question du remboursement des dettes nationales mais plutôt à prendre acte que la réalité a toujours été ainsi.

Encore une fois, ces différents chiffres sont simplement des reflets, mais ne donnent pas complètement la consistante concrète de la création monétaire, laquelle ne se réduit pas à des actes financiers, mais implique le fonctionnement total de la société, tout le système. Dans l'économie avancée effective, les réalités suivantes ont des liens étroits : le système bancaire, les sociétés par action, la bourse, une population financiarisée, bancarisée, l'existence de spéculateurs. La réussite de la création monétaire au niveau de ces liens n'est pas une question de techniques financières mais de compréhension d'économie politique. Et ce niveau ne représente pas tout, la création monétaire se gère dans d'autres dimensions encore.

D'où vient la puissance des pays avancés ? Elle vient, avec la révolution fiduciaire, d'une capacité de création monétaire sans pareil dans l'Histoire, s'appuyant sur la puissance de l'Etat et sur un système qui domine le monde. La puissance des Etats centraux se matérialise par leurs dépenses budgétaires qui, rapportées au PIB, ne souffrent d'aucune comparaison de la part des autres pays. Le discours orthodoxe aujourd'hui fonde la puissance de l'économie de référence sur la liberté du commerce ; à la fois parce que ce serait un régime de liberté avec effacement de l'intervention publique, et ce serait un régime de marché. Le discours classique

¹ GRELLET G., in BARRERE A., *Controverses sur le Système Keynésien*, Economica 1976, p.198

² ALLEN G. C., *A Short Economic History of Japan*, Unwin University Books, London, 1963, 6th edition.

fondamental fait reposer la vigueur des économies avancées principalement sur l'effort d'« accumulation ». On s'imagine la richesse comme inexistante au départ et qui s'accroît peu à peu en faisant des petits qui s'accumulent. Une simple explication par l'accumulation ne permet de comprendre le budget inaccessible du gouvernement des Etats-Unis et sa capacité de mobilisation que l'on ne peut rivaliser. La réalité est plutôt que les peuples recèlent des potentialités insondables, mais qui d'ordinaire restent dormantes. On les active suivant la capacité de création monétaire, et les économies dominantes l'ont poussée toujours plus loin.

2.2. Le système qui accompagne, l'anarchie

La création monétaire, dans le passé comme à l'époque moderne, repose sur un système ou plus exactement fait partie d'un système. Les financiers ont l'habitude de penser que la réussite de leurs décisions dépend du respect des règles prudentielles, de la confiance, etc. Objectivement, le garant de l'action financière est tout le système. La spontanéité du système, l'anarchie. Le système réel n'est pas conçu, mais un fait. Sous la domination des idées classiques, nous ne pouvons nous représenter la réalité telle qu'elle est, dynamisée par la création monétaire, avec un système accompagnateur nécessaire, et les responsables ne gèrent pas la réalité et les pratiques d'après ce qu'elles sont mais selon l'imaginaire. Ils ont certes la notion de « système », ils surveillent les systèmes financiers, les systèmes énergétiques, etc., mais en couvrant tous ces concepts par la croyance plus ou moins claire qu'ils procèdent de la dynamique du capital. L'on appréhende ainsi la réalité avec beaucoup d'approximations.

Les systèmes globaux réels, qui s'imposent seulement par leur fait, se construisent dans l'anarchie. Quand la création monétaire peut réussir et que le développement se poursuive, on peut dire seulement *a posteriori* que le système marche. En fait, il ne peut pas bien marcher, il connaît des crises répétées ; mais d'une manière générale il s'adjoint des déversoirs d'incohérence permanents, qui sont les parties faibles de la société et les colonies. Au centre, l'apparence sera l'équilibre et le bien-être.

L'aspect dominant du système né avec la révolution fiduciaire est l'apparition d'une oligarchie financière (un mot très pertinent de Lénine) qui monopolise le système (global) et le système de création monétaire. Nous avons une monopolisation par voie de structure éco-financière où les barrières d'entrée sont compliquées, une monopolisation par voie politique, par voie idéologique, classique : justification technique de l'accumulation du capital en tant que « sage conduite des particuliers » économes, alors qu'il s'agit objectivement de monopolisation de la souveraineté et de la création monétaire.

L'oligarchie monopolise, la population se plie à son joug, supportant toutes les incertitudes, servant de déversoir d'incohérences d'un système spontané, anarchique, se traduisant par exemple par les décalages répétés des salaires ouvriers et des hausses des prix suivant les conséquences des créations monétaires hasardeuses et des évolutions d'un système spontané. De toutes les façons, les créations monétaires et leurs effets ne peuvent être calculés d'une manière précise. Il y aura toujours obligation à la création monétaire et il y aura toujours des hausses de prix. Le problème réside plutôt dans la capacité d'exercer sa volonté sur les choix financiers, sur leurs conséquences, sur l'évolution du système et ses composantes. L'oligarchie prend des décisions isolées concernant les finances, laissent ensuite les conséquences se répandre toutes seules.

Le système réel comprend le système ou sous-système colonial. La logique classique conçoit la colonisation par l'exploitation de capitaux ; mais alors, les « capitaux » des pays centraux, tout le monde les désire ! L'opinion regrette même que les investissements restent davantage au Nord. La colonisation est en fait le placement par le colonisateur des autres dans son système. Les pays ainsi placés sont devenus des espaces passifs absolument commandés par les monnaies des puissances, et donnant force à ces monnaies. Un héritage historique qui n'a jamais été remis en cause fait que tous les PED n'ont pas vraiment de monnaie autre que les grandes devises connues. Les colonies ont principalement le rôle de garantir la réussite des créations monétaires centrales, en étant déversoirs des incohérences, toujours à disposition, grands réservoirs de matières et services modérateurs de prix, peu demandeuses. En particulier, à côté de salaires ouvriers traditionnellement inégaux, les colonies jouent le principal rôle de modératrices de prix auprès d'un pôle qui n'a pas de réel critère de dosage de ses libéralités financières. Aujourd'hui encore, les fournisseurs de sources primaires de métaux demeurent les parents pauvres face aux effets financiers des envolées du pétrole.

Sur la base d'un système avec autant de déversoirs d'incohérence, les économies centrales peuvent fonctionner dans l'incontrôle apparent, la liberté de circulation financière, l'absence apparente de gestion physique des matériaux rares (voir toutefois la notion de réserves stratégiques). Les idéologies classiques renforcent l'apparence en forgeant des concepts qui présentent l'économie de référence uniquement dans certaine image : des économies standard, libérales, ouvertes, riches toutes seules. Les PED et les économies socialistes en réformes se donneront l'illusion d'aller à leurs pas en affichant un choix suivant ces qualifications.

A l'heure où nous écrivons, le monde est en train d'entrer à un nouveau pallier de gonflement monétaire. L'origine est les besoins financiers exceptionnels des Etats-Unis, dans les circonstances des réalités internationales aujourd'hui. En quelques années leur budget passe des deux mille milliards de dollars aux quatre mille milliards (2008), financés à grands coups de déficits. Ceux-ci gonflent les circulations financières dans le monde, par lesquelles les pays dits émergents par exemples trouvent de nombreux marchés, répercutent des demandes sur tout. Les conséquences sont la hausse généralisée des prix. A-t-on une vérification des idées d'anticipations rationnelles ? Ce concept n'est pas faux pour désigner une tendance particulière ; mais en tant que théorie générale pour soutenir le quantitativisme, c'est encore de la tromperie doctrinale. Dans ce qui se passe, l'Amérique n'est pas perdante. Ces déficits lui permettent d'agir, de recevoir des richesses réelles, d'exercer davantage sa souveraineté sur les autres. Les pays producteurs de pétrole trouvent leur dû : dans la spirale des hausses, les deux pôles, financiers et pétroliers, tiennent le beau rôle. Au milieu, les pays et les populations qui n'ont pas la décision continuent leur rôle de déversoirs d'incohérence. La population africaine passera par une longue période de pleurs, beaucoup de temps couleront avant que ce grand saut comptable mondial soit digéré...

2.3. Les réalités des PED

En reprenant notre esprit : la réalité la plus déterminante dans la plupart des PED est qu'ils évoluent dominés au sein des grands systèmes économique-financiers à vastes extensions internationales, dollar, européens, yen. Les décisions aux centres de ces systèmes dictent leur avenir infiniment plus que toutes les actions qui peuvent être menées localement, du moins dans les styles connus jusqu'ici.

– Comment l’emprise de ces systèmes extérieurs est-elle ancrée ? En premier par le fait que les consommations marchandes dans les PED, i.e. celles qui passent par l’échange monétaire, touchant aux nourriture, habillement, logement, énergie, transport, communication... sont en toute spontanéité dépendantes à 80% de l’extérieur (ordre de grandeur pour se fixer les idées). En conséquence, la circulation monétaire doit toujours y avoir des équivalents en devises, du moins en proportion très forte.

Dans l’interdépendance nécessaire des nations, le problème de domination se pose en termes de degré et de décision politique mais non dans l’absolu. En ramenant par exemple à 50% l’appel de la consommation à l’extérieur – par changement sans délai sur décision politique de certains sous-systèmes physiques – un pays du Sud serait déjà plus à l’aise pour prendre les initiatives financières. Les Economies Avancées ont entre elles des relations très étroites, mais aucune ne renonce aussi loin à son autonomie organisationnelle et ne perd sa puissance régaliennne ou sa participation, l’essentiel étant de garantir sa capacité de création monétaire, de mobilisation, d’exercice de volonté. Dans la situation dominée, tous création monétaire, déficit pour forcer les choses conduisent à la *zairisation*, i.e. à une inflation catastrophique, comme le Congo Démocratique l’a expérimentée au lendemain de son indépendance et répétée plus tard encore. A l’encontre de l’enthousiasme, au-delà des routines, le désœuvrement abat, la misère s’installe dans un pays choyé par la nature.

– Deuxième ancrage de l’emprise des systèmes extérieurs : conservatisme de certaines ailes de l’*establishment* local, qui fait que précisément la décision ne sera pas prise pour rabaisser cette dépendance relative à la consommation. Nécessité d’une action politique très forte si l’on veut déverrouiller.

– Troisième ancrage de la subjugation par les systèmes extérieurs : emprise doctrinale, enfermement dans la pensée smithienne classique. On se représente la réalité de mille manières : mauvaise mentalité, absence d’esprit d’épargne, anciennement colonisé exploité, manque de capitaux donc... De là, la solution sera recherchée dans la dispersion, tout paraîtra vrai : développer les infrastructures, mettre en valeur les ressources minères, les régions, changer les mentalités, lutter contre la corruption, surmonter l’analphabétisme, les maladies, etc. Mais on ne dit pas que dans tous les cas, on passera par un seul *credo* : « il faut des capitaux, et l’on ne possède pas de capitaux ». L’action classique fait « passer à côté de la plaque » : on cherche des capitaux, alors que le problème est une domination systémique et un blocage d’initiative financière qui devraient se résoudre autrement. « L’homme construit sa maison dans sa tête d’abord » ! Qu’avons-nous dans la tête ? Fondamentalement le « capital », et nous voulons construire du « capital », alors que réellement le « capital » est un fantôme sans consistance. Agissant dans le vide, nous laissons se perpétuer le système marchand dans son état réel, anarchique, colonialiste.

Pour récapituler, la structure physique de l’économie, le fait social participent au fondement du système en place mais ils n’ont rien d’absolu, ils peuvent être surmontés du jour au lendemain par un Pouvoir qui veut. C’est l’ignorance, l’emprise de la doctrine classique, qui perpétue en premier le système et le système colonial.

3. LA SCIENCE ÉCONOMIQUE DÉTOURNÉE DANS LE CHOIX CLASSIQUE

Si la situation des PED s'explique par l'emprise des idées classiques, nous avons compris la difficulté d'en sortir, étant donné l'acceptation spontanée et cachée de ces idées classiques. Mais il convient aussi de préciser certaines circonstances, situées toujours dans la sphère cognitive. D'abord, la science économique, telle qu'elle s'enseigne et s'apprend, est allée à la dérive ; en quelque sorte elle conduit nulle part sinon à rester dans son propre appareil conceptuel. Ensuite, la réalité objective elle-même est difficile à atteindre, du au mur de la multiplicité et aux insuffisances de notre esprit. Ensuite encore, la quête de la scientificité a entraîné ses conséquences.

3.1. La dérive de la science économique à partir du choix du capital

Adam Smith a choisi le « capital » pour facteur dynamique, c'était en même temps nier l'importance de la monnaie défendue jusque là par les mercantilistes. Mais à partir du choix smithien, la connaissance économique se perd. Pour Ricardo, le centre du problème économique est la répartition, en fait dans le souci de faire apparaître des profits suffisants, garants de la continuation de l'accumulation du capital, source de mobilisation. Ces derniers termes vont s'émousser pour laisser suffisant en soi le problème de la répartition. Jean-Baptiste Say niera le problème de débouché, enlevant en partie déjà l'idée de conditionnalité à l'emploi. Les néoclassiques partiront d'abord de la motivation à contredire Marx et Ricardo, dans leur idée d'un blocage de la société par insuffisance de taux de profit et de capitaux. Ils mettront en avant l'idée de « facteurs de production » multiples et substituables. Le principe de substitution amène à confondre les éléments du passif et de l'actif dans la comptabilité. Le capital mobilisateur disparaît, et avec, toute idée de facteur dynamique. Désormais le problème économique est franchement posé autrement, les prémisses du fondateur s'effacent plus complètement. C'est un effacement idéal, évidemment. Dans l'objectivité, la nécessité du facteur dynamique s'impose toujours ; les néoclassiques ne se rendent pas compte comment leur théorie continue à appartenir au choix classique déterminant : la désignation du capital comme le facteur dynamique marchand.

Le problème économique selon les néoclassiques. Quand elle se représente pour l'essentiel le monde économique (naturel, libre, capitaliste, standard), la théorie néoclassique, dominant la science économique, part de la réalité très simple que tout agent économique contrebalance ses plaisirs et ses peines, ses gains et ses pertes. Il cherche le maximum de satisfaction par le minimum de coût. Il amène cette disposition pour rencontrer les autres agents économiques. Entre eux va s'établir un équilibre de leurs dispositions respectives, qui se matérialisera par les quantités de biens et services à offrir et à demander et les prix de ceux-ci. Il y aura des équilibres partiels autour des différents produits et services producteurs et un équilibre général mettant en rapport tous les produits et services, parce que les offres et demandes sur chaque produit ou service sont liées aux autres produits et services et autres demandes et offres.

La théorie de l'équilibre général walrasien (TEGW) que nous résumons ainsi est la représentation du monde la plus affirmée, celle du noyau dur des analyses dominantes. « La théorie de l'équilibre général walrasien... est aujourd'hui la théorie générale de l'économie de

marché. »¹ Ghislain Deleplace qui fournit cette précision explique en même temps : « La démonstration formelle de l'existence d'un équilibre général concurrentiel, établie par Kenneth Arrow et Gérard Debreu en 1954, a été décisive dans le processus d'unification de l'analyse économique dominante. C'est ce qui a conduit à parler de ce « monde à la Arrow-Debreu » comme d'un « camp de base » de la science économique ... »²

En fait, l'équilibre de Nash tend aujourd'hui à ravir la palme, si ce n'est le poids gnoseologique déjà trop lourd de la TEGW. Rappelons qu'il est considéré que le monde de Nash serait plus conforme à la réalité : il se définit comme des relations « non-coopératives » avec asymétrie de l'information, où les individus sont égoïstes, et leur logique est de maximiser leur gain, leur satisfaction. Le mécanisme de ce monde ne tend pas nécessairement vers l'équilibre walrasien, l'optimum de Pareto, mais vers l'équilibre sous-optimal le plus généralement.³

Mais, équilibre de Walras ou de Nash, comment les agents économiques arrivent-ils à bouger, produire et s'exprimer sur le marché ? C'est une question qui n'est pas posée dans les théories. En fait elles ignorent qu'il existe objectivement la nécessité d'un facteur dynamique pour que les agents arrivent à agir, offrir ou demander. Elles ont la conception que ces agents s'activent du seul fait de leurs besoins, de leur rationalité à éviter la désutilité, de la logique de la confrontation de ces dispositions, soit « les forces du marché ». A propos de toutes les inventions de la « Nouvelle Economie », notons bien que ce n'est pas pour des questions d'information, de pouvoirs inégaux, de rigidités, etc. que la réalité ne fonctionne pas selon la TEGW, mais c'est d'abord dans la nature de l'économie marchande.

3.2. De la difficulté d'aller vers les nécessités déterminantes

– Multiplicité des réalités et difficulté à discerner les nécessités sortant de la division du travail. Les motifs des actions des hommes sont variés : survie physique, besoins économiques, quête du pouvoir, mobiles freudiens, élans religieux, etc. Les spécialistes en sciences humaines et sociales ont tendance à expliquer les mouvements humains, l'évolution des sociétés, l'histoire, en mettant l'accent sur ces motifs ou faits incitateurs. Une question ne vient pas à l'esprit : comment les hommes peuvent-ils s'activer ? D'abord cette question se pose-t-elle ? Ne bougent-ils pas dès qu'ils ont une vie et qu'ils ont un motif ? Les besoins économiques incitent à produire, n'est-ce pas qu'ils travaillent dès lors, à moins qu'ils n'aient des motifs contraires de ne pas le faire ? Quel problème voudrait-on encore poser sur le fait qu'ils bougent ou ne bougent pas ? Autour de cette béatitude innocente, il y a le fait qu'on n'arrive pas à mettre en avant cette caractéristique particulière de la société, la caractéristique qui impose le problème, cette division du travail d'Adam Smith. Avec la formule « la nature a horreur du vide », et l'autosatisfaction qui en ressort, on ne soupçonnait pas qu'il fallait intercaler un phénomène : la pression atmosphérique. De même entre les motivations et l'action, on n'arrive pas à poser clairement aujourd'hui encore qu'il faut intercaler les nécessités qu'impose la division du travail. Par ailleurs, s'évertuant à démontrer de l'originalité, les spécialistes trouvent toujours des motifs incitateurs d'activités encore inexplorés. Au lieu de se concentrer sur ce problème de mobilisation, ils s'éparpillent dans la diversité.

¹ DELEPLACE Ghislain, *Histoire de la Pensée Economique*, Dunod, Paris, 1999, p.330.

² Ibid. p.329.

³ Pour une explication claire de ce sujet, voir entre autres GUERRIEN Bernard, *La théorie économique néoclassique, T2. Macroéconomie, théorie des jeux*, Col. Repères, édit. La Découverte, 1999.

La comparaison est ici nécessaire avec la science physique, laquelle, même sous l'Antiquité, avait déjà accumulé des connaissances nombreuses ; pendant longtemps elle n'est pourtant pas allée saisir la chute des corps ; et quand elle y va, elle va enfin tenir la réalité, la gravitation, qui va lui révéler un fonctionnement jamais soupçonné jusque là de l'univers. Il n'est pas évident qu'il faille dans le domaine socio-économique aller vers une réalité unificatrice au même titre qu'en physique vers la chute des corps. Adam Smith y est allé. Il est arrivé à poser la problématique de la mobilisation, à saisir que ce problème se pose du fait de cette caractéristique particulière qu'est la division du travail. Le problème de mobilisation est déjà dans la pensée mercantiliste : l'activité productive est conditionnée, par la circulation. Adam Smith reprend le problème de conditionnalité, dans l'exemple du tisserand et des ouvriers ; il fait le choix de le fonder donc sur la division du travail. C'est là une découverte d'une importance inestimable.

Avant le choix de Galilée pour le phénomène de chute, les connaissances physiques étaient déjà garnies mais erratiques. Elles enseignaient déjà par exemple le principe d'Archimède, les principes du levier, etc., sans parler des savoir-faire variés. Que l'on mette en égard ces savoirs antérieurs autosatisfaits et cette grande lumière, qui viendra seulement après l'introduction de la gravitation, et qui donne un sens unifiée à la plupart des phénomènes physiques. Le principe que « la nature aime le bas » était aussi une explication unificatrice, mais l'on a mesuré son inanité après la naissance de la physique moderne. Nous avons dit que ce choix de la division du travail est l'équivalent pour les sciences sociales du choix de Galilée à prendre la chute des corps comme objet physique à étudier. Cette réalité de base, perdue parmi mille autres réalités, détient, avec les nécessités qu'elle impose, le secret, l'ordre unifié, des mouvements économiques et sociaux.

Jusqu'aujourd'hui, l'explication de l'histoire met en avant la révolution industrielle, la révolution scientifique, politique. On n'a pas mieux à dire et on est content. Partant des catégories d'Adam Smith cependant, oubliées entre temps, on peut découvrir qu'il y a un problème principal de mobilisation issu de la division du travail, qu'il y a un problème de facteur dynamique, on peut comprendre comme on n'a jamais compris que ce qui s'est passé depuis la fin du XVIIIème siècle c'était d'abord la Révolution fiduciaire, on peut tenir la lumière que ce qui avait commandé l'évolution historique étaient d'abord deux grandes révolutions monétaires, celles des pièces frappées et de la monnaie fiduciaire. Si on saisit les choses de cette manière, on comprend que la désignation de la division du travail amène un saut dans la connaissance de la dynamique sociale, amène un principe unificateur, qui donne la plus vaste explication de la dynamique sociale. Encore une fois, elle équivaut à celle de la chute des corps et de la gravitation dans la science physique, pour faire naître la science économique.

– De la difficulté à faire ressortir la spécificité des nécessités marchandes et à poser distinctement trois grands ordres de nécessités. Quelle est la nature des nécessités marchandes? Elles sont spéciales. Elles ne sont pas de nature physique, sortant du monde physique, elles ne sont pas inscrites dans les caractères moraux des hommes pris individuellement. Elles sont certes liées aux hommes, à leur nature d'avoir des besoins, au monde physique, mais elles n'ont pas cette nature physique ni morale, elles sont de nature relationnelle : proprement issues des relations humaines, quand ces relations sont marquées par la division du travail ; elles sont proprement rattachées à la division du travail. Quand on arrive à les saisir ainsi et quand on fait le tour d'horizon, force est de reconnaître que la vie

connue des hommes, la vie socio-éco-politique totale, est commandée par trois grands ordres de nécessités, ou par des nécessités se répartissant en trois grands domaines : physique, marchand, de l'esprit et de la raison.

Le premier grand ordre de nécessités des choses, le plus palpable, est celui des nécessités physiques, des lois du monde physique, celles de la biologie comprises. Le deuxième ordre, que l'on peut reconnaître moyennant plus d'attention comprend les nécessités de l'esprit et de la raison, incluant par exemple l'exigence de souveraineté, l'exigence d'universalité, ce sont des nécessités étudiées dans la philosophie. A côté de ces deux grands ordres, les spécialistes en sciences humaines mettent en avant toutes sortes de logiques et exigences dans nos comportements et relations ; dans ce contexte, on reconnaît généralement les exigences économiques (les besoins par exemple), qui mélangent en fait des nécessités de natures différentes.

Les nécessités économiques, dans ce mélange, on a l'habitude de les considérer d'une manière particulière ; mais celles liées spécifiquement à la division du travail, supposant une décantation, il est assez difficile pour les habitudes de connaissance existantes d'en parler. C'est là un effort qui manque : arriver à poser, bien à part, des « lois de choses » liées à la division du travail. Quand on arrive à cet exercice, il y a plus de chance ensuite à admettre que les nécessités qui dictent la vie des hommes tiennent à trois grandes sources, à trois grands ordres, et à placer les nécessités venant de la division du travail comme formant l'un des trois grands ordres, c'est dire en même temps son importance. Les lois économiques liées à la division du travail sont des lois spécifiques, étant entendu que les contraintes économiques totales comprennent aussi les nécessités physiques, et celles de la raison. Les lois marchandes les plus importantes ne sont pas celles les plus décriées habituellement, telle la loi de l'offre et de la demande ; il faut pour les saisir partir des exigences consécutives à la division du travail.

– Du blocage de la science économique faute de rappel philosophique suffisant. La philosophie héritée des socratiques, redécouverte par la renaissance, relayée par les philosophes des lumières, développée par les grands philosophes de la raison, dont Kant et Hegel, est un effort à connaître la raison et son épanouissement, partant de la compréhension que la liberté effective des hommes est une lutte de la raison. Nul n'est méchant volontairement. Kant a établi les canons de la raison, Hegel a effectué l'étude du cheminement concret de la raison vers son épanouissement. Il a aussi été enseigné que dans sa marche, l'esprit butte à la multiplicité. Le progrès de la raison comprend chez les socratiques, contrairement aux sophistes, la lutte pour surmonter la multiplicité : chercher le un, l'unité du tout. Cf Socrate, Platon, Averroès, Descartes, Spinoza, Montesquieu, Hegel, Lénine, Mao Zedong, Galbraith, etc. L'épanouissement de la raison comprend l'épanouissement de la connaissance par la raison. La connaissance par la raison est une connaissance ordonnée. Face à la multiplicité où tout est brouillé, la raison veut une connaissance ordonnée.

Ce qui manque en premier à la science économique c'est le rappel du savoir ordonné, le rappel de l'obligation à aller vers l'unité du tout, à comprendre l'ordre des choses. En attendant, elle est dans l'égarement. Elle se veut précise, mais alors sur des sujets délimités, devenant au bout du compte éparpillée, n'arrivant pas à une connaissance correcte unifiée. « L'économie, comme toutes les disciplines, a ses normes de comportement. Elles exigent qu'on se spécialise étroitement dans un sujet, qu'un même auteur ne traite qu'un sujet à la fois, qu'on

soit respectueux des jugements établis... »¹ Elle doit arriver à la compréhension qu'il s'agit de connaissance scientifique par la raison, qui doit trouver son unité. Elle doit voir l'ordre des choses, comprendre que tout est lié, qu'il y a une chaîne de valeur, qu'il faut poser les réalités suivant leur importance. C'est moyennant ce rappel philosophique seulement que la science économique a une chance de reconnaître l'importance du choix d'Adam Smith au départ, autant que celui de Galilée ailleurs : chercher les nécessités issues de la division du travail comme objet unificateur où engager d'abord le développement du savoir.

Quel paradoxe ! La science néoclassique, qui place au centre de son objet l'homo oeconomicus rationnel, va à l'encontre de la démarche de la raison (voulant ordonnancer dans le tout) en promouvant une science économique segmentaire, parcellaire. La rationalité est ici réduite à la capacité de faire des calculs étroits, purement quantitatifs, isolés, à balancer gain et perte. Cette réduction lui permet de s'étendre en tant que discours mathématiques, et on est amené à poser que la science serait d'abord la capacité à formuler le savoir avec des mesures, dans les formes mathématiques. Pour l'instant, les formes mathématiques se sont développées d'abord sur les sujets parcellaires, sortant hors des contraintes monétaires. La reconnaissance de la raison est devenue ici un calcul de gain-perte, mécanique, a-monétaire, c'est-à-dire la perte dans un monde irréel.

3.3. L'effet adverse de la sophistication

Ne sachant pas aller vers où vraiment développer la science entre leurs mains, les économistes ont eu tendance à chercher leur scientificité dans la sophistication. Cette sophistication, complexification, a permis ensuite son détournement, sa monopolisation, une autre voie de verrouillage.

– Constat d'une fascination par les formes. « Depuis la révolution marginaliste du XIXe siècle, écrit Eichner, la théorie économique s'est transformée en un ensemble, de plus en plus élégant, d'axiomes sur la répartition des ressources dans les conditions du marché concurrentiel. La précision des formulations stipulées, le raffinement des raisonnements logiques, la rigueur des arguments, tout semble confirmer que la théorie économique tend à être la géométrie euclidienne, si ce n'est pas la physique des sciences sociales. En même temps, la théorie économique est devenue de moins en moins utile pour ceux qui espéraient comprendre les phénomènes du monde réel tels que la croissance économique, les fluctuations cycliques, l'inflation, la misère, le chômage, le sous-développement, ou même les succès des entrepreneurs... C'est précisément ce contraire entre l'élégance de la théorie et son application pratique qui est à l'origine de la crise de la théorie économique qui menace la réputation de cette branche de la connaissance en tant que science. »²

Faut-il répéter que cette élégance mathématique se déroule sur des segments ou parcelles de réalités. Cette science parcellaire se convainc d'avoir atteint le niveau de la science physique. Mais alors que celle-ci a vraiment compris le monde physique, dans ses parties comme dans son unité, la science économique tend à condamner les recherches à caractère unificateur. Elle a abandonné dans l'œuf l'analyse unificatrice qui devait faire ressortir les exigences sociales

¹ GALBRAITH John Kenneth, *Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain*, Editions Gallimard, 1968. p.405

² A. EICHNER, Post-Keynesian Theory : An Introduction, in *Challenge*, mai-juin 1978, p.4-5, cité in OSSADTCHAIÏA I., *Le Keynésianisme Aujourd'hui*, éd. Du Progrès, Moscou, 1982, p.288

rattachées à la division du travail et, dans la suite, le problème du facteur dynamique. Elle confond le capital mobilisateur (passif comptable) et le capital-actif, réalise pour une grande part ses formalisations mathématiques en posant le principe de substituabilité, en occultant le problème d'un facteur mobilisateur, en occultant la non-continuité de la micro et de la macroéconomie, etc. C'est la science économique néoclassique, détachée de la réalité marchande à étudier.

Bernard Maris a ses mots frappants pour qualifier cette orientation formelle : « révérence pour la physique... fascination pour les machines », « ...l'ordinateur hypnotise l'économiste contemporain »¹, « abus des mathématiques »², « l'hypnose exercée par les mathématiques sur les économistes »³. Un des faits les plus amusants est le culte porté à un théorème..., comme si les économistes ne trouvent rien d'autre plus important. Voici comment ce dernier auteur l'évoque: « Dans son panorama consacré au « théorème d'impossibilité d'Arrow » Amartya Sen, du Massachusetts Institute of Technology, Polytechnique américaine et temple de l'économie contemporaine, récence plus de mille ouvrages consacrés au dit théorème, ce qui laisse augurer du double de thèses, d'environ cinquante mille articles, *papers*, cours et autre études redondantes, redémontrant à l'infini le théorème, ergotant, glosant sur lui sans y ajouter une molécule de sens. Il est impossible de ne pas parler du théorème d'impossibilité d'Arrow. » « Ces variations, ce *boléro* joué à Arrow à propos d'une question purement mathématique, de sous-mathématique même, ce que les mathématiciens appellent une curiosité, *le fait, tout de même extraordinaire, que la question la plus traitée par les économistes soit extra-économique*, ramène encore au-delà de l'hypnose exercée par les mathématiques sur les économistes, aux jésuites [eux par la « casuistique »]. »⁴

– Un système d'élimination, de monopolisation de l'autorité scientifique, le détournement de la science économique, la « mafia ». Nous nous fions encore à l'écriture de Bernard Maris⁵ pour constater ce fait : « Le recours à la technique, au jargon et aux mathématiques, a une autre raison, beaucoup plus pernicieuse. Le langage abscons permet de clôturer le champ de l'économie et d'éliminer « ceux qui n'y comprennent rien ». Circulez, y'a rien à voir ! Laissez-nous entre nous ! Ne vous occupez pas de ces histoires d'argent, c'est trop compliqué pour vous. Attitude bien commode, non ? Parmi les savants et les universitaires, les mathématiques ont un effet dévastateur. Elles éliminent les « littéraires », les sociologues, psychologues, les penseurs un peu sceptiques, les géographes, les doux, les philosophes... Elles créent une langue noble (formalisée), supérieure, dominante, et des patois que l'on laisse aux gens de la rue, aux incultes, aux paysans. »

Ce que Bernard Maris dit clairement, en empruntant les mots à Maurice Allais, c'est que cette économie sophistiquée est monopolisée par « la mafia des économistes américains ». « Les Nobel d'économie sont anglo-saxons. »⁶ La sophistication mathématique est une politique de

¹ Bernard MARIS, *Antimanuel*, op.cit p.36 et p.37

² Ibid. p.40

³ MARIS Bernard, *Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions*, édit. Albin Michel 1990, p.62

⁴ Ibid. p.62. « Elle [la grande science économique] explique n'importe quel problème économique par l'offre, la demande et l'optimum. Les jésuites, eux, expliquaient toute attitude humaine par la « grâce suffisante » ou le « pouvoir prochain » (casuistique).

⁵ Bernard MARIS, *Antimanuel*, op.cit p.38-39

⁶ MARIS B. *Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions*, édit. Albin Michel, 1990, p.82

détournement de la science, pour l'enlever aux autres, les autres qui ne peuvent ainsi accéder à l'autorité scientifique attirée, et aux cercles où s'élaborent et se connaissent les vérités économiques supposées les plus hautes et servant de référence.

– Qu'y a-t-il au coeur du sanctuaire ? Cette science réservée n'est pas à vrai dire des connaissances rares. La sophistication et la monopolisation forment une méthode pour cacher derrière le rideau les ignorance et platitude. Il n'y a aucune profondeur dans cette science économique néoclassique réservée. Retrouvons encore une fois les mots de Bernard Maris¹ : « De fait, on met en équations une idéologie assez banale, que l'on appellera le « darwinisme social », à laquelle Darwin ne croyait heureusement pas ! »

A propos de la formation des économistes, Joan Robinson a légué ce passage célèbre qui a sa place dans le présent colloque : « Surtout la fonction de production a été un puissant instrument de déséducation. L'étudiant en théorie économique a appris à écrire : $O = f(L, C)$, formule dans laquelle L est une quantité de travail, C une quantité de capital, et O un taux de production des marchandises. L'étudiant apprend à admettre que tous les travailleurs forment un ensemble unique et à mesurer L en heures de travail humain. On lui dit quelque chose au sujet du problème de la construction d'un nombre – indice qui est impliqué par le choix d'une unité de produit ; et puis il est précipité vers la question suivante, dans l'espoir qu'il oubliera de demander dans quelle unité C est mesuré. Et avant qu'il ne le demande, il sera devenu professeur. C'est ainsi que des habitudes de pensée funestes sont transmises d'une génération à la suivante. »²

CONCLUSION : La responsabilité des économistes

Tout au long de cette étude, nous avons tenu à démontrer l'existence d'une théorie classique, sa fausseté, sa dominance, le caractère caché et conséquent de cette dominance. Les économistes sont les premiers responsables, négativement parlant, de la misère des hommes, en faisant régner cette conception, par leur conviction, le silence, la diversion, le détournement de la science dont ils ont la charge, leur égarement dans les micro-sujets, leur pseudo-scientisme. Ils ont à choisir s'ils se consacrent à défendre une idéologie, les intérêts particuliers dominants, ou faire avancer le savoir. Ils sont aussi les premiers responsables, au sens positif, en ayant l'autorité scientifique pour ramener à la correction, en surmontant la multiplicité, la dispersion, les diversions, en cherchant l'unité du tout, la hiérarchie des déterminations, la chaîne des valeurs, l'objet central de l'économie politique.

Tout le monde est classique. La différence est que dans l'anarchie de cette influence, les pays dits avancés garderont leur position dominante. Ils continueront leur héritage pratique, de création monétaire, même ressenti d'une manière coupable. Pendant ce temps, les populations de PED souffriront indéfiniment dans leur vie misérable. C'est, tout compte fait, la raison humaine qui exige la libération de la science.

« ... L'histoire universelle est le progrès de la conscience de la liberté. » (Hegel).

¹ Bernard MARIS, *Antimanuel*, op.cit p.39-40

² Cité in DENIS Henri, *Histoire de la Pensée Economique*, PUF, Paris, 1974, 4ème édition , p.718

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN G. C., *A Short Economic History of Japan*, Unwin University Books, London, 1963, 6th edition.
- AMIN Samir, *Les Défis de la Mondialisation*, L'Harmattan 1999.
- ARISTOTE, *Éthique de Nicomaque*, Paris, Garnier-Flammarion, 1965
- BAILLY M. A. et co-auteurs, *John Kenneth Galbraith, L'ère de l'opulence et le libéralisme*, Revue Innovations (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), éditions L'Harmattan - Innoval, Paris, Déc. 2005.
- BARRERE A., *Controverses sur le Système Keynésien*, Economica 1976
- BELLAIS R. et co-auteurs, *Joan Robinson, Hérésies Economiques*, Cahiers d'économie de l'innovation, L'Harmattan 2001.
- BOUTILLIER S., The End of Capitalism. J.K. Galbraith versus K. Marx and J.A. Schumpeter, in Laperche B., Galbraith J.K., Uzunidis D. (ed), *Innovation, Evolution and Economic Change, New Ideas in the Tradition of Galbraith*, E. Elgar, Cheltenham, 2006.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *Comment ont-ils réussi ? L'histoire des entrepreneurs du XVIIIème siècle à nos jours*, Studyrama 2002.
- DELEPLACE Ghislain, *Histoire de la Pensée Economique*, Dunod, Paris, 1999.
- DENIS Henri, *Histoire de la Pensée Economique*, PUF, Paris, 1974, 4ème édition
- EICHNER A., Post-Keynesian Theory : An Introduction, in *Challenge*, mai-juin 1978.
- ENGELS F., *Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat*, Edit. Sociales 1976.
- FMI, *Statistiques Financières Internationales*.
- GALBRAITH John Kenneth, *Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain*, Editions Gallimard, 1968.
- GRELLET Gérard, Le Principe des Avances et la Théorie Keynésienne de l'Emploi, in BARRERE Alain (sous la direction de), *Controverses sur le Système Keynésien*, Economica, Paris, 1976.
- GUERRIEN Bernard, *La théorie économique néoclassique, T2. Macroéconomie, théorie des jeux*, Col. Repères, édit. La Découverte, 1999.
- HILFERDING Rudolf, *Le Capital Financier*, Les Editions de Minuit, Paris, 1970.
- KEYNES John Maynard, *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, Payot, Paris, 1977.
- KINDER Hermann, HILGEMANN Werner, *Atlas Historique*, Librairie Générale Française / Stock, 1968.
- KOZLOV G. et co-auteurs, *Economie Politique Le Capitalisme*, éd. Du Progrès, Moscou, 1977.
- KOZLOV G. et co-auteurs, *Economie Politique Le Socialisme*, éd. Du Progrès, Moscou, 1977.
- LAPERCHE Blandine, Col. Hommes et sociétés, Ed. Khartala, Juillet 2008.
- LAPERCHE B., GALBRAITH J.K., UZUNIDIS D. (ed), *Innovation, Evolution and Economic Change, New Ideas in the Tradition of Galbraith*, E. Elgar, Cheltenham, 2006.
- LAPERCHE Blandine (sous la direction de) , *L'innovation pour le développement – Enjeux globaux et opportunités locales*, Col. Hommes et sociétés, Ed. Khartala, Juillet 2008, ISBN : 978-2-8111-0030-8.
- LAW John, *Considération sur le Commerce et sur l'Argent*. Cité par Charles RIST
- LENINE V., *L'Impérialisme, Stade Suprême du Capitalisme*, Editions en Langues Etrangères, Beijing, 1977.

- MANDRARA T. E., *Court Traité du Développement – Plein Sud*, col. Economie et Innovation, L’Harmattan 2003.
- MANDRARA T. E., Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, in *Revue Innovations* (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), *John Kenneth Galbraith, L’ère de l’opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L’Harmattan, Paris, Déc. 2005.
- MANDRARA T. E., Les expériences économiques socialistes et de la transition, des analyses inachevées, in *Cahiers du LABRII* N°168, novembre 2007.
- MANDRARA T. E., Les nécessités marchandes et l’économie politique, in *Cahiers du LABRII* N°185, Juin 2008.
- MANDRARA T. E., *L’innovation pour le développement – Enjeux globaux et opportunités locales*, ouvrage collectif sous la direction de LAPERCHE Blandine, Col. Hommes et sociétés, Ed. Khartala, Juillet 2008.
- MAO Zedong, *De la Contradiction*, Editions en Langues Etrangères, Beijing, 1968
- MARIS Bernard, *Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions*, édit. Albin Michel, 1990
- MARIS Bernard, *Antimanuel d’économie*, édit. Bréal 2003
- MARX Karl, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1975.
- MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Manifeste du Parti Communiste*, Editions en langues étrangères, Pékin 1970.
- MONTESQUIEU, *De l’esprit des lois*, Garnier Flammarion, Paris 1979.
- MORE Thomas, *L’Utopie*, Editions Sociales, La Dispute, 1997.
- OSSADTCHAIÏA I., *Le Keynésianisme Aujourd’hui*, éd. Du Progrès, Moscou, 1982
- PROKOPOVICZ Serge N., *Histoire Economique de l’URSS*, Flammarion 1952.
- De RABAUDY Christian et ROLLAND Béatrice, *Sophia – L’action*, édit. Hatier 1972.
- RIST Charles, *Histoire des Doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie*, Sirey, Paris, 1951.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du Contrat Social*, Nouveaux Classiques Larousse, Paris, 1973.
- SÉDILLOT René, *Histoire des Marchands et des Marchés*, Fayard, Paris, 1964.
- SMITH Adam, *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Gallimard, Paris, 1983.
- UZUNIDIS Dimitri, BOUTILLIER Sophie, *Le Travail Bradé – Automatisation, Mondialisation, Flexibilité –*, coll. « Economie et Innovation », L’Harmattan, Paris, 2000.
- UZUNIDIS Dimitri, Le nouveau mercantilisme à l’heure de la mondialisation, in BELLAIS R. et co-auteurs, *Joan Robinson, Hérésies Economiques*, Cahiers d’économie de l’innovation, L’Harmattan 2001.
- VALIER Jacques, SALAMA Pierre, *Une Introduction à l’Economie Politique*, Maspero, Paris, 1979.
- WALRAS Léon, *Eléments d’Economie Politique Pure*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, Paris, 1952.
- ZAOUAL H., Ombres et lumières sur la richesse et la misère des nations, *Rencontres de Fès : une âme pour la mondialisation*, Fès, Maroc, 2-7 Juin 2006.